Minorité syndicale
Conf. de Pentecôte

TROISIEME ANNÉE — N° 82 LE NUMERO : 0 fr. 75 VENDREDI 10 JUIN 1938

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

LA LUTTE OUVRIÈRE

Le C.S.A.R., Doriot et La Rocque regroupent leurs hommes, Daladier les couvre,

Travailleurs, à l'action pour les milices ouvrières !

Rédaction-Administration - **15, passage Dubail** (54, Bd. Magenta) **Paris X^e^**

ABONNEMENTS

France : 1 an : **22 frs.** ; 6 mois **11 frs.** ; 3 mois **5 frs.**

Etranger : 1 an : **40 frs.** ; 6 mois **20 frs.** ; 3 mois **10 frs.**

Compte Chèque Postal : **Alfred BARDIN** : n° **1907-81 Paris**

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste)- Section Française de la 4e Internationale

L'UNION SACRÉE TRIOMPHE A ROYAN

Léon BLUM fait plébisciter sa politique et la Gauche Révolutionnaire se sépare de la S. F. I. O.

Le fait essentiel du Congrès de Royan est le triomphe de Léon Blum et de la politique d'Union Sacrée. L'exclusion de la Gauche Révolutionnaire est une expression du même fait. Deux questions politiques essentielles dominaient le Congrès de Royan : celle du *bilan du Gouvernement de Front populaire* et des *menaces de guerre mondiale.*

Sur les deux questions, c'est Blum qui a fait approuver sa politique. Les partisans de Paul Faure et de Zyromski ne s'en distinguaient que par des nuances. Dans un discours volontairement « au-dessus des tendances », Blum a fait l'apologie de la non-intervention en Espagne, il a vanté toute l'œuvre de ses gouvernements, il a demandé le soutien du gouvernement Daladier, et préconisé le développement de la politique de guerre.

Résumant toute son attitude actuelle, Blum s'est déclaré partisan de *l'Union sacrée de guerre,* comme en 1914, a-t-il précisé, et comme en 1920, contre les communistes. Pas un murmure ne s'éleva dans le Congrès contre cette déclaration !

En outre, le Congrès approuva les tentatives de gouvernement « de Thorez à Marin », et laissa les mains libres à son groupe parlementaire. Avec la disparition de la Gauche Révolutionnaire, il est donc évident que le Parti socialiste se prépare plus que jamais à jouer un rôle déterminant dans la répression anti-ouvrière, dans la destruction des conquêtes de juin, dans la « mobilisation permanente » pour la guerre.

L'accueil fait par la presse bourgeoise aux conclusions de Royan est significatif : on se félicite de l'attitude patriotique de Blum, et de l'éviction de la Gauche Révolutionnaire. Blum se prépare à jouer le rôle de Mac Donald, mais en entraînant avec lui son parti.

⁂

Quant au programme économique, on ne relève dans les discours prononcés qu'un trait saillant : c'est que la classe ouvrière est responsable de l'échec du Front populaire, pour avoir exigé l'application intégrale de la semaine de 40 heures ! Tous les anciens ministres sont venus se plaindre de la pression subie. Pas un mot ne fut prononcé contre le grand capitalisme, ni même contre le Sénat. Tous ces messieurs n'ont qu'un désir : recommencer l'expérience, mais *avec une classe ouvrière enchaînée.*

Blum et Cie se sont aussi gardés les mains libres du côté des staliniens. Le Congrès n'a pas décidé de reprendre les pourparlers d'unification. D'une façon générale, la pression stalinienne n'a pas obtenu de résultats sur l'appareil réformiste. Même Zyromski a perdu des mandats, pour s'être affiché impudemment comme un homme du Kremlin. La S.F.I.O. entend ne servir qu'un maître : la bourgeoisie française.

La riposte du prolétariat aux décisions de Royan sera l'organisation de sa lutte pour le programme ouvrier, la dénonciation des nouvelles duperies dans lesquelles le P.S. et le P.C. veulent engager les masses. Il faut forger le front ouvrier révolutionnaire, qui existe à l'état latent dans les multitudes exploitées. C'est là la tâche du P.O.I. qu'il accomplira en contact avec les courants qui cherchent leur voie vers une solution de classe.

(*Suite page 4*)

Aux 2 millions de travailleurs immigrés en France

Camarades ! Frères !

La bourgeoisie française vient de prendre contre vous un décret féroce, qui veut vous ravaler au rang des juifs en Allemagne, des nègres aux Etats-Unis, des coloniaux dans le monde entier.

Dans la lutte pour briser le décret scélérat du 2 mai, auquel le fascisme applaudit, pris par Daladier, l'élu du Front Populaire, le PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE (IV^e^ INTERNATIONALE) sera avec vous à tous les instants.

Ce décret vous oblige à « L'ENCARTAGE » et au « PASSEPORT INTERIEUR ».

Ce décret vous réduit au rang d'esclaves bons à faire « les travaux dont les français ne veulent pas », comme disent les négriers capitalistes.

Ce décret institue de véritables CAMPS DE CONCENTRATION, sous forme de relégation, comme en Italie et en Allemagne.

Ce décret frappe de peines inouïes — CINQ ANS DE PRISON SOUS LA CAGOULE DEMOCRATIQUE DE FRESNES ET DE MELUN — ceux qui auront échappé à ce régime de démoralisation, de mouchardage et de terreur, ou ceux qui vous auront aidé à y échapper

Non contents de vous traiter comme du bétail, ils veulent jeter ce bétail à la boucherie : on entend vous OBLIGER à « servir » l'armée d'une bourgeoisie qui ne vous reconnaît plus aucun droit. Déjà, les social-chauvins font voter des ordres du jour déclarant que les travailleurs immigrés « participeront à la défense de la France Républicaine ».

Pour le massacre impérialiste, la bourgeoisie sait « unir » toutes les nationalités.

Mais pour la défense de leur pain et de leur liberté, elle les divise et les oppose.

Notre parti considère comme un de ses devoirs fondamentaux la lutte pour la défense des LIBERTES DEMOCRATIQUES, pour le retour au DROIT D'ASILE ; pour le soutien des travailleurs immigrés, la lutte de tous les instants auprès des prolétaires et travailleurs de tous les pays, la main dans la main.

A bas le décret-loi du 2 mai Daladier-Mandel !

A travail égal, salaire égal ;

Droits égaux aux immigrés, coloniaux et français dans les usines et les lieux d'habitation !

Restons fidèle à l'appel du communisme internationnal :

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

6 classes 750.000 hommes sont mobilisés en Tchécoslovaquie

Dans son discours au congrès de Royan, Zyromski déclara textuellement : « Il faut dire la vérité. Ce ne sont pas trois classes qui ont été mobilisées en Tchécoslovaquie. Ce sont 6 *classes,* 750.000 *hommes* ». Personne n'a contesté cette affirmation, mais aucun journal n'a osé la reproduire.

Voilà un exemple entre cent de la façon dont on conduit les peuples à la boucherie. Toute la presse (gauche ou droite) a parlé du rappel sous les drapeaux de 3 classes pour maintenir l'ordre dans les Sudètes.

Il a fallu l'indiscrétion de Zyromski pour révéler la vérité : c'est la mobilisation générale pour la guerre qui a lieu en Tchécoslovaquie, comme en Allemagne, d'ailleurs.

Travailleurs alerte ! Nous refusons de nous battre ni pour Hitler, ni pour Scheider, ni pour Skoda !

APRÈS LES ÉLECTIONS MUNICIPALES TCHECOSLOVAQUES

Les travailleurs français s'opposeront au déclanchement de la guerre pour le compte du Creusot et de Skoda !

Le chaos européen

Il y a quelques jours, toute la presse anglaise, à laquelle les journaux français ont fait écho, montait en épingle le nouveau projet de médiation en Espagne et d'apaisement en Tchecoslovaquie que preparait Chamberlain au compte du bloc franco-anglais. Le quantième était-ce depuis le départ d'Eden ? Depuis lors, en effet, la diplomatie anglaise s'est attachée systématiquement à réaliser le pacte à quatre, demandant à la France de passer du pacte soviétique à l'entente avec l'Allemagne, et multipliant les manœuvres pour s'atacher l'Italie.

Nous avons montré, en son temps, les forces qui poussaient et celles qui s'opposaient à ce pacte. Depuis, chaque événement qui survient dans l'inextricable situation actuelle, **sans renforcer l'axe Rome-Berlin,** constitue un obstacle nouveau à la réalisation du pacte à quatre. Maîtresse encore des leviers de la politique européenne, l'Angleterre, sans laquelle ou contre laquelle aucun impérialisme européen ne peut rien entreprendre de décisif, se révèle pourtant impuissante à imposer une solution positive, même sous forme d'un compromis transitoire.

La Crise du 21 Mai

L'Allemagne et l'Italie profitent de cette situation pour occuper, l'une après l'autre, par la voie diplomatique ou par celle du « fait accompli » **des positions économiques et stratégiques favorables en vue du prochain conflit.** C'est la situation qui se présenta, le 21 mai pour l'Allemagne, en Tchécoslovaquie. L'Etat-major de la Reichswehr comprit qu'une action militaire risquait de se heurter à la résistance armée du bloc franco-anglais, soutenu par l'U.R.S.S. L'armée allemande n'est pas fondamentalement prête pour une guerre mondiale. La mobilisation des divisions aux frontières de Bohême l'a montré une fois de plus. La Reichswehr fit pression sur Hitler, qui recula.

C'est après cette alerte que Chamberlain, soutenu par Daladier-Bonnet, tente d'aboutir au compromis, qui permettra d'achever le réarmement anglais et de consolider les blocs d'alliances.

Résistance de l'axe Rome-Berlin.

Mais l'Allemagne ne veut pas plus d'entente avant d'avoir obtenu, par la fédéralisation et la neutralité de la Tchécoslovaquie, la rupture des pactes franco et soviéto-tcheques, donc les mains libres à l'Est que l'Italie n'en veut avant le triomphe de Franco en Espagne. D'où la persistance de la violente campagne hitlérienne contre le bonapartisme tchèque. D'où les bombardements massifs de villes ouvertes gouvernementales, de navires marchands anglais et de certains points du territoire français pour briser la résistance gouvernementale et contraindre la France à fermer totalement les Pyrénées.

Comment réagissent les démocraties ?

Devant le nouvel avortement des tentatives de compromis, le bloc franco-anglais pousse à l'accélération du réarmement et de la militarisation des deux pays. D'où de nouvelles restrictions aux libertés pour renforcer dans le pays le climat d'union sacrée. D'où un nouvel abaissement des conditions de vie pour les travailleurs, une fois de plus appelés à faire les sacrifices « necessaires ». D'où un renforcement monstrueux de la répression contre les étrangers et les peuples coloniaux. La Tunisie et la Palestine sont en état de siège permanent. Tout cela est normal. **On ne peut lutter contre le fascisme, sur le plan impérialiste, qu'en lui empruntant ses méthodes, qu'en lui frayant la voie.**

Le travail des Internationales d'Union sacrée.

Naturellement les directions ouvrières soutiennent fermement leurs bourgeoisies dans cette voie. Les débats du Congrès Socialiste de Royan en sont un frappant exemple. **Que ce soit par la voie « pacifiste » de Chamberlain, ou par la voie « antifasciste » de Staline-Herriot-Churchill, le résultat est le même : faire accepter, au nom du danger de guerre et du fascisme « international » tous les sacrifices aux travailleurs pour finalement les précipiter dans le massacre de cette même guerre.**

Les travailleurs espagnols et chinois sont massacrés. Les libertés des travailleurs de Tchécoslovaquie sont menacées. Socialistes et communistes s'efforcent-ils de rassembler les masses dans la lutte pour aider leurs frères sur un terrain de classe ? Exigent-ils de Négrin, de Tchang Kaï-Chek, de Bénès, liberté d'organisation et d'action pour les travailleurs et les minorités nationales ? Nullement. Ils s'efforcent plutôt de couvrir leur crime. Ils constituent leur police auxiliaire. **Ces malheureux pays ne leur sont qu'autant de prétextes à mobiliser le chauvinisme des masses populaires pour l'union sacrée et la préparation à la guerre.** Les staliniens sont pleins de bonnes paroles pour l'Espagne mais n'organisent pas la plus petite action de masse pour aider effectivement les travailleurs espagnols, **pour rompre le blocus.** Par contre, ils sont prêts à **jeter les ouvriers français dans la guerre** pour défendre le bonapartisme tchèque, bastion de l'impérialisme français et de la bureaucratie stalinienne en Europe centrale.

La Révolution ou la Guerre

Cette politique est d'autant plus funeste qu'elle se déroule au sein d'un nouvel effondrement économique international. La nouvelle crise mondiale portera les antagonisme sociaux et interimpérialistes au plus haut point de tension. Si les ouvriers n'en profitent pas pour ouvrir une issue à la révolution sociale, les bourgeoisies affolées, étranglées de contradictions insurmontables, précipiteront, solution désespérée, les travailleurs dans la guerre mondiale. Tant il est vrai que **« la situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat » !**

Sur quel programme faut-il organiser le front ouvrier ?

A l'action contre les Décrets Daladier !

MM. les chefs du Front Populaire découvrent soudain que ça va mal. « Arbitraire patronal, vie chère et augmentation des impôts » tonne Maurice Thorez, le même qui il y a quelques mois se félicitait de la « vie heureuse » due au Front Populaire et au Parti « communiste ».

Ce mécontentement des masses est le résultat de deux ans de capitulations de Blum, épaulé par Thorez, et plus directement, il est le résultat des décrets-lois Daladier qui ont fait augmenter la vie, qui ont accablé les pauvres d'impôts, de connivence avec la municipalité réactionnaire de Paris qui a doublé et même triplé les centimes additionnels de la Patente et de la contribution mobilière.

Il est difficile de chanter les bienfaits du Front Populaire dans ces conditions. Alors, les responsables d'une telle situation où les capitalistes et les fascistes font ce qu'ils veulent, s'en tirent en faisant la grosse voix.

Quiconque a éprouvé la trahison de MM. Blum, Thorez et Cie, qui en a saisi le mécanisme politique, sait bien qu'il n'y a rien à attendre de bon, de ces subites fureurs pour l'action en faveur des fonctionnaires, des vieux, des paysans.

Malheureusement, il s'agit d'une faible minorité. L'expérience de la masse, se fera, en mettant les bavards parlementaires au pied du mur.

Il faut donc mettre au point ces revendications immédiates et en faire le premier objectif d'un Front ouvrier et paysan, entre toutes les organisations prolétariennes, d'un front unique, dont la réalisation la plus achevée, ne peut se trouver que dans les Comités ouvriers et paysans, que Thorez continue à réclamer, pour tenter de les bureaucratiser au profit des sommets du P.C.

Nous proposons que soient mises en avant les revendications ci-après :

Pour les fonctionnaires, frappés par la vie chere, les impôts, ayant des traitements diminués :

Echelle mobile des traitements, à commencer par les petits et moyens.

Pour les vieux : octroi d'une retraite de 7.000 francs. L'argent sera prélevé sur le budget de guerre.

Pour les paysans : Moratoire des dettes; indemnité de crise aux petits et moyens.

Plus généralement, lutte contre les décrets-lois Daladier, pour leur abrogation complète.

Tels sont les premiers objectifs revendicatifs d'un vrai front ouvrier et paysan.

Ces jours-ci, les journaux et en praticulier « l'Humanité », ont annoncé très timidement que l'on avait découvert des milliards inutilisés à la Défense passive.

Ces journaux ont signalé le fait en quelques lignes.

Nous proposons que ces milliards soient intégralement affectés par priorité aux crédits pour l'augmentation des traitements des fonctionnaires, et pour les indemnités de crise aux paysans.

Mais Daladier ne veut pas ?

C'est précisément pourquoi, il faut mobiliser les masses pour le renversement de Daladier-Mandel.

AVIS au LECTEUR

Nous paraissons cette semaine en retard, pour pouvoir donner un compte rendu du Congrès de Royan.

D'autre part, nous avertissons nos lecteurs que nous ne paraîtrons pas la semaine prochaine.

Ce numéro doit donc être vendu pendant 15 jours.

Nous reparaîtrons le 23 juin.

Tel est le résultat que nous avons laissé prévoir, d'un relâchement des cellules dans la vente, de certaines défaillances dans les phalanges.

Et ceci tandis que la « Lutte » est poursuivie !

Tandis que nos camarades du Brésil sous la terreur fasciste nous aident de leur mieux !

Nous mettrons à profit la semaine suivante pour redresser cette situation !

Chaque lecteur doit se sentir responsable de la vie de notre journal !

Faire des abonnés, des souscripteurs vendre en masse ! Tel est le devoir des vrais révolutionnaires !

DALADIER-LA-GUERRE fait poursuivre "Révolution"

Aidez les journaux du P. O. I. et des J. S. R.

De nouvelles poursuites, en vertu des lois scélérates pour « provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste » viennent d'être signifiées par le juge Combeaux à l'organe de la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire **Révolution.** Notre camarade **Suzanne Charpy,** gérante du journal, est déjà inculpée.

Le Parquet de la Seine poursuit le numéro d'avril 1938 qui reproduit le manifeste lancé par nos jeunes camarades à l'heure de l'extrême tension chauvine et de la « mobilisation imminente » qui ont marqué les dernières semaines et le déroulement des événements de Vienne et de Prague.

Face à ces événements, les jeunes ouvriers révolutionnaires de la Quatrième Internationale ont repris les enseignements de Lénine et de Liebnecht; ils ont dénoncé la guerre impérialiste sous le masque de la guerre démocratique et ils ont appelé à la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Ils sont demeurés fidèles à nos principes et l'ont manifesté hautement à l'heure où c'était nécessaire.

C'est ce que leur reprochent les juges de M. Daladier, **dont le gouvernement repose sur les votes du parti communiste et du parti socialiste.** Ces deux partis ne refuseront pas de couvrir un petit exercice préventif d'utilisation du « Carnet B ». Cela rentre aussi dans la « défense passive ».

Mais nous, et avec nous tous les ouvriers révolutionnaires, nous sommes entièrement solidaires de nos camarades des « Jeunesses socialistes révolutionnaires ». Nous faisons notre but pour contrecarrer la préparation à la guerre impérialiste organisée par le bloc bourgeois-réformiste-stalinien.

« Gringoire » poursuit **La Lutte Ouvrière** pour sa campagne anti-hitlérienne. Le Parquet de M. Daladier poursuit **Révolution** pour sa lutte contre la guerre impérialiste. En avant, camarades, la presse de la Quatrième Internationale sert bien les intérêts des travailleurs. Serrez-vous autour de ceux qui vous défendent.

Comité pour l'Enquête contre les procès de Moscou

Siège : 11, rue Jean-de-Beauvais, PARIS-5e

Pour la libération des Combattants antifascistes de Barcelone
Enquête et Témoignages

A la **Mutualité,** (salle G), **mercredi 15 juin, à 20 h. 45,** sous la présidence de Marceau PIVERT.

Orateurs : Félicien CHALLAYE, LADMIRAL, NICOLAS, Louise GORKINE, Yves LEVY, Gérard ROSENTHAL.

Entrée : **2 francs.**

DECLARATION

déposée par le Camarade Bardin

à la Conférence des minorités syndicales

Le mouvement syndical de la C. G. T. unifié organisationnellement en Mars 1936 au Congrès de Toulouse, renforcé en juin 1936, sur la base de l'action impétueuse de l'ensemble de la classe ouvrière, par l'apport heureusement massif de millions d'exploités, est orienté par ses dirigeants confédéraux dans la voie de la conciliation entre les classes, de leur collaboration, de l'union sacrée.

L'adhésion de la C.G.T. au Front Populaire a marqué la continuité d'orientation vers la collaboration des classes pratiquées par sa direction confédérale et les dirigeants syndicaux qui la soutiennent.

Mais à peine deux années de formations gouvernementales bourgeoises dites de Front Populaire ont suffi pour consommer la faillite inévitable de la politique du bloc des directions des partis « socialiste » et « communiste » de la C.G.T. et des chefs bourgeois du parti radical.

Cette faillite de la politique de collaboration des classes du Front Populaire se traduit par une accentuation de la contre-offensive patronale qui a succédé aux magnifiques luttes ouvrières de Juin 1936. Dévaluation, vie chère, répression patronale dans les usines, les chantiers, les magasins, les entreprises agricoles, complot des Cagoulards, c'est-à-dire organisation et armement des troupes fascistes, répression aux colonies (Afrique du Nord, Indochine), législation draconnienne contre les travailleurs étrangers constituent l'ensemble des manifestations de la contre-offensive bourgeoise facilitée par la politique du Front Populaire, politique de trahison des intérêts ouvriers et paysans.

⁂

Les syndiqués révolutionnaires caractérisent la crise économique actuelle comme une crise du régime capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme. Juin 1936 a ébranlé ce régime pourrissant aux abois qui veut se sauver par le recours à la dictature fasciste et à la guerre impérialiste.

Ils pensent que cette période est révolutionnaire c'est-à-dire pose devant chaque travailleur de France les problèmes de la transformation complète du régime par la révolution socialiste.

Cette dernière suppose l'objectif central de la lutte de classe comme étant celui de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat allié aux couches laborieuses exploitées et misérueses de la société capitaliste. C'est le seul moyen pour assumer l'organisation socialiste de l'économie du pays.

C'est en fonction de la perspective révolutionnaire de la situation, que les syndiqués révolutionnaires ont élaboré un programme d'action syndicale en vue de renforcer les rangs des organisations syndicales de la C.G.T. en les entraînant sur le terrain de la lutte des classes. En même temps qu'ils poursuivent l'explication patiente des tâches révolutionnaires de la classe ouvrière et de ses moyens d'action, les syndiqués révolutionnaires luttent au premier rang contre l'exploitateur pour défendre les conditions de vie actuelle et lui arracher les revendications même les plus minimes. A chaque occasion qu'offre la lutte, les syndiqués révolutionnaires démontrent aux ouvriers la nécessité du renversement révolutionnaire du régime capitaliste, cause fondamentale de tous nos maux.

⁂

D'ici la fin de cette année, doivent se tenir les assises du congrès confédéral de la C.G.T., le premier depuis la réalisation de l'unité syndicale et l'expérience pratique de la politique de Front Populaire.

La bureaucratie syndicale réformiste et staliniste a unanimement estimé nécessaire pour sa propre sauvegarde, derrière les nécessités de laquelle se cachent les pires querelles de clans et de boutiques, de réduire au minimum la représentation des millions de syndiqués au congrès confédéral. C'est ainsi que très probablement le prolétariat de la métallurgie se verra représenté au congrès de la C.G.T. de 1938 par les seuls permanents appointés de la Fédération des Métaux et de ses syndicats.

Pour lutter contre les mesures bureaucratiques d'étouffement de la voix révolutionnaire, expression de la volonté de lutte du prolétariat avancé, les syndiqués révolutionnaires revendiquent le plein jeu de la démocratie ouvrière par la représentation directe au congrès confédéral de tous les syndicats de base de la C.G.T. et une représentation proportionnelle des tendances, établis d'après les votes sur l'orientation de la politique confédérale.

Cette revendication démocratique présuppose la liberté d'expression et d'organisation des tendances dans toutes les organisations syndicales de la C.G.T.

⁂

Les syndiqués révolutionnaires luttent au sein de la C.G.T. pour le rassemblement des forces syndicales révolutionnaires sur la base d'un programme d'action syndicale,

— Pour la défense de la semaine de 40 heures.
— Pour l'application de la semaine de 40 heures, dans les Administrations de l'Etat bourgeois.
— Pour l'abrogation pure et simple des dérogations à la semaine de 40 heures (aviation, arsenaux, usines de guerre).
— Pour l'échelle mobile des salaires.
— Pour le respect du droit syndical et le libre exercice du droit de grève, avec occupation des lieux de travail.
— Contre l'arbitrage obligatoire et toutes mesures gouvernementales bourgeoises supprimant en fait le droit de grève sous prétexte de réglementer celle-ci.
— Pour les conventions collectives nationales par industrie.
— Pour l'élargissement du rôle des délégués et leur révocabilité par leurs électeurs.
— Pour le contrôle ouvrier sur la production en commençant par l'organisation du contrôle de l'embauchage et du débauchage.
— Pour l'abolition du secret des affaires commerciales derrière lequel les exploiteurs, qui n'ont pas de secret entre eux, cachent leurs profits volés sur le travail des exploités.
— Pour une retraite aux vieux travailleurs et une augmentation de l'allocation de chômage par un prélèvement sur les budgets de guerre et de police.
— Contre la vie chère, par l'organisation de comités populaires par quartiers, villes, villages exerçant leur action contre les capitalistes affameurs du peuple.
— Contre la loi de la militarisation de la nation.
— A bas les deux ans.
— Contre les exercices de défense passive.
— Contre les Cagoulards du capital et les bandes fascistes, par l'organisation permanente des piquets de grève, de détachements de combat des prolétaires, de la milice ouvrière et de l'armement du prolétariat.

POUR LES COMITES OUVRIERS ET PAYSANS. — Face à l'absence d'une direction de la lutte révolutionnaire des exploités contre leurs exploiteurs capitalistes, les syndiqués révolutionnaires reprennent la phrase de Marx : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes », préconisent l'organisation de la lutte par la constitution dans chaque entreprise, d'un comité qui soit l'expression de tous les travailleurs en lutte, dans chaque village d'un comité paysan, l'organisation de congrès des comités ouvriers et paysans qui auront pour tâche d'unifier les revendications, les objectifs et la lutte même. C'est la seule voie pour dresser face à l'Etat bourgeois le pouvoir ouvrier naissant organisé.

POUR LE SOUTIEN DE TOUTE LUTTE ANTI-IMPERIALISTE AUX COLONIES.

— Contre la répression aux colonies.
— Pour le soutien de la lutte du peuple chinois contre l'impérialisme japonais.

POUR LE SOUTIEN DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS D'ESPAGNE POUR LEUR EMANCIPATION.

— Rétablissement de la démocratie prolétarienne dans le camp républicain.
— Libération des emprisonnés politiques, anarchistes, poumistes, bolchevik-léninistes, de tous les antifascistes.
— Action directe du prolétariat de France pour briser le blocus des armes.

CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE.

Devant la nouvelle boucherie impérialiste qui menace de transformer le monde en un vaste charnier sanglant, les syndiqués révolutionnaires dénoncent la politique social-patriotique des dirigeants réformistes et stalinistes de la C.G.T., le chauvinisme qu'ils répandent dans les rangs de la classe ouvrière, les mensonges propagés sur la nécessité, pour la défense des libertés ouvrières menacées par le fascisme international, d'assurer la défense nationale de l'impérialisme français, la perfidie et la duperie de la sécurité assurée par des alliances militaires bourgeoises, de la S.D.N., etc...

Les syndiqués révolutionnaires restent fidèles aux enseignements de l'Internationalisme prolétarien agissant qui exige de leur part une opposition irréductible et absolue à tout soutien, toute collaboration avec l'impérialisme en temps de paix comme en temps de guerre et qui vise à transformer la guerre impérialiste en guerre civile contre sa propre bourgeoisie, par la pratique du défaitisme révolutionnaire et pour la révolution prolétarienne.

Brèves notes sur la Chine

La situation militaire

Une correspondance intéressante de Changhai a été publiée dans l'organe du S.W.P. américain, « Socialist Appeal ». Malgré le retard avec lequel nous en parlons, il nous semble qu'il comporte un profit certain pour le lecteur. La résistance chinoise à l'armée japonaise est toujours compromise par la politique de Chan Kai Tchek, qui avec la bourgeoisie est incapable de mener à bien la libération nationale du pays. Le P.C. chinois, de plus en plus asservi par Staline et ses laquais, ne cherche qu'à fondre le plus possible les masses ouvrières et paysannes qui le suivent dans la bourgeoisie pourrie du Kuomintang. Celui-ci sait bien qu'il est incapable de mener une bataille avec le Japon. Il lui faut donc un compromis. Pour cela, il attend que la volonté de résistance des masses soit bien usée par la guerre. D'autre part, et pour déjouer les manœuvres toujours possibles des généraux qui espèrent sa succession, Chang Kai Chek prépare une armée à l'intérieur du pays, qui lui servira d' « argument » face au Japon pour l'amener à discuter d'un armistice... sur le dos des masses chinoises qu'on exploitera de plus en plus.

Ces combines ne peuvent cependant réussir, car il n'y a pas que le Kuomintang et les ministres de Tokio dans l'affaire. Il y a le capitalisme international qui est frappé dans un de ses points les plus sensibles. Il y a surtout les masses chinoises et les masses japonaises dont la misère et les souffrances par suite de cette guerre dépassent toute imagination. Contre ces « arguments », aucune combine ne peut rien. La lutte révolutionnaire au Japon contre les impérialistes aux pieds d'argile donnera une force accrue au prolétariat chinois dans sa lutte nationale et révolutionnaire sous les mots d'ordre de la Quatrième Internationale.

Contre la calomnie stalinienne

On sait que notre camarade Chen Tu-hsiu, fondateur du P.C. chinois et chef actuel des B.L. de Chine a été bassement calomnié et accusé de travailler pour les Japonais. Toute une affaire a été montée, comme dans les procès du POUM à Barcelone avec les « chiffres » concernant les subsides que nos camarades recevraient de Tokio. Notre camarade a été emprisonné pendant longtemps l'automne dernier. Cependant la probité révolutionnaire de Chen Tu-hsiu, vieux militant de toutes les batailles du prolétariat chinois, vient de recevoir une défense publique par une lettre de neuf éminents professeurs de Hankéou, capitale actuelle de la Chine, où ils demandent qu'on cesse de calomnier un homme qui a tant fait et lutte encore pour la révolution chinoise. Pendant ce temps, des agents du Guépéou ont acheté dans les librairie tous les ouvrages de Trotsky sur l'U.R.S.S.

Premier Mai à Saïgon

Plus de 2.500 travailleurs unis, de la IVe internationale, stalinistes, ouvriers et paysans ont manifesté

Le premier Mai, un magnifique meeting d'unité a eu lieu à Saïgon avec nos camarades. Nos camarades assuraient une partie du service d'ordre, ce qui fit tenir tranquilles quelques provocateurs envoyés par la Guépéou pour déclancher des incidents. Il y eut bien des cris anti-trotskystes, mais le meeting fut ainsi vivant, et les applaudissements populaires à nos amis ne manquèrent pas.

La police, qui filtrait les arrivants, ne laissa entrer que 1.500 personnes. Plus de 1.000 furent refoulés, surtout des ouvriers ou apprentis jugés « trop jeunes » !

Ta Thu Thau fut acclamé comme président d'honneur, ainsi que notre camarade Doan Van Trvong, ancien gérant du **Militant**, comme assesseur. Le chauffeur Nguyen van Quoi, sans parti, fut aussi assesseur. Le traducteur du président Conégnas était notre camarade Phan van Hum.

Hvong, ouvrier de l'Arsenal, renvoyé après les grèves, parla le premier, bien qu'il fut interrompu (comme trotskyste par des staliniens). Il rappela ce qu'est le 1er Mai, journée de lutte, exalta la révolution russe d'Octobre et développa le programme ouvrier pour l'Indochine, en terminant : En avant pour l'unité d'action ! Vive le Front ouvrier et paysan !

Chuà (stalinien) s'adressa à ses « chers compatriotes » et exalta le Front Populaire ce qui entraîna une bousculade, la majorité criant « A bas le Front Populaire ». Chuà défendit les mots d'ordre staliniens pour le « front démocratique ».

Mlle Nguyen Ski Xuyen, couturière parla du sort des femmes annamites misérables. Mlle Nam-Phi apporta le salut de lutte des travailleurs du théâtre. Notre camarade Vo hum Binh parla sur l'organisation de la lutte ouvrière, mais protesta d'abord contre le contrôle des discours par le Comité d'organisation. Furieuse de cet excès de liberté d'opinion, la stalinienne Soc escalada la tribune pour parler, mais n'y parvint pas.

Ensuite l'ouvrier Hô combat la réglementation du travail qui ne donne aucune garantie aux travailleurs. Il demande l'échelle mobile des salaires, le droit syndical, l'interdiction des renvois, le droit syndical, les lois ouvrières aux travailleurs des champs.

Puis Mièng, des grévistes des Dragages apporte son salut. Ngûyen van Loc, lui succède, parlant au nom des paysans pauvres, se rallie à la conception du Front Populaire. Et le tailleur Trân van Van parle au nom des artisans. Le dernier, le chauffeur Cui, orateur le plus applaudi, lance un appel pour le front unique ouvrier et paysan contre le capital oppresseur, pour le soutien des grévistes du Dragage, pour la libération de tous les détenus politiques.

Ce magnifique meeting a montré à l'impérialisme, au gouvernement capitaliste, aux bourreaux et aux exploiteurs du peuple indochinois, que l'esprit de lutte est toujours vivant.

Le front unique de lutte s'est affirmé, et contre tous les diviseurs bourgeois. A nos camarades indochinois, cette phalange la plus courageuse et la plus ardente de notre Internationale, revient l'honneur de maintenir et de développer l'union de toutes les tendances ouvrières, sur un programme de classes, dans la liberté démocratique de discussion.

Bravo, camarades de Saïgon ! A nous, en France, de vous imiter !

AU MEXIQUE

La révolte Cédilliste
Les problèmes de la révolution mexicaine et les devoirs du Prolétariat

Les forces en présence.

Les informations du Mexique, malgré certaines dépêches contradictoires, laissent entendre que la tentative de révolte de Cédillo a échoué. Le caractère de cette révolte, en effet, est presque anachronique. Cédillo n'est qu'un homme de paille de l'impérialisme pétrolier — particulièrement anglais — et sa tentative manquait, dans le pays, de toute consistance sociale. Etant donné que les seuls alliés possibles des pétroliers, les « latifundistas » ou gros propriétaires terriens, sont de plus en plus menacés par la montée des masses paysannes, il ne pouvait matériellement soutenir une guerre civile contre la coalition du prolétariat en pleine ébullition et de la bourgeoisie qui se prépare à bénéficier de la nationalisation pétrolière en prenant pour son propre compte l'exploitation capitaliste du prolétariat. La révolte prenait donc tous les caractères d'une sédition d'antan, avec l'armée personnelle que Cédillo avait encore à son service dans son lointain Etat de San Luis Potosi depuis la guerre civile. Face à un gouvernement dont les organes essentiels se sont constitués sur la base solide d'une montée économique décisive (amorce de la loi agraire, industrialisation), l'échec de cette révolte marquera donc la fin des aventures personnalistes et un renforcement de l'Etat mexicain.

L'intervention impérialiste.

Il faut dire que l'impérialisme anglais a été bien « roulé » dans l'aventure. Cardenas, en effet, misant sur la concurrence des pétroliers anglais et américains, rompit avec ceux-là, et chercha le compromis avec ceux-ci. Or la révolte a éclaté non loin de la frontière américaine où 20.000 soldats yankees faisaient d'opportunes manœuvres, empêchant ainsi le compère britannique de porter aide à son valet Cédillo.

L'échec de Cédillo

Lazaro Cardenas, s'appuyant sur l'amorce des réformes sociales et agraire qu'il a entreprise, — ce qui lui assure, en fait, l'appui des masses — engagea une audacieuse attaque sans laisser à Cédillo le temps de prendre l'initiative. Il occupa ainsi le centre même de la rebellion. San Luis Potosi une fois occupé, il ne reste plus qu'à soutenir une guerilla en prenant bien soin de couper aux bandes mercenaires des pétroliers leur liaison avec le Texas voisin. Des promesses de crédit aux paysans locaux ont fini par détacher le gros des masses de la région, de l'emprise de Cédillo, lui-même gros propriétaire terrien du pays.

Et pourtant, l'affaire est loin d'être finie. Elle ne fait même que commencer.

Le régime

Le régime mexicain est issu d'une révolte des masses paysannes, exploitées par les gros propriétaires terriens vraie féodaux descendant des conquérants espagnols. Les richesses naturelles du pays (pétrole, argent, etc.), ont naturellement appelé le capital étranger qui, pour asseoir toujours plus fortement sa domination, joua dans la vie politique du Mexique un rôle décisif de corruption, d'anarchie, allant jusqu'à l'intervention armée (Wilson, 1917).

Cependant, la vie industrielle naissante, la transformation des conditions matérielles, fortement influencées par la pénétration yankee, permit la gestation d'une bourgeoisie des villes, bien moins puissante que dans nos pays, maiis ambitieuse et dynamique, S'appuyant sur les masses exploitées par le grand capital étranger, sur les paysans misérables des haciendas féodales, cette bourgeoisie, qui a presque toujours un pied à la ville et un autre à la campagne, a donné naissance au bonapartisme « de gauche » qui gouverne en ce moment le pays; régime progressif incontestablement, surtout après la chtue de Calles qui était lié à l'impérialisme et aux « latifundistas », chute qui fut l'origine d'un net coup de barre à gauche.

La crise pétrolière et la bourgeoisie mexicaine

« La Lutte Ouvrière » du 31 mars a donné l'historique de la bataille livrée par le prolétariat pétrolier, bataille qui a abouti à la nationalisation avec **indemnités.** Nous n'y reviendrons pas; rappelons que cette mesure et celles qui l'ont suivie ont, en fait, freiné l'élan des ouvriers qui, ayant occupé les puits et les bureaux des compagnies, **s'apprêtaient à en prendre la gestion. Or, c'est la bourgeoisie qui se prépare à bénéficier de la nationalisation que la lutte du prolétariat a rendue possible.** Pour arriver à ses fins, elle dispose de l'Administration de l'Etat à qui elle fournit ses cadres et qui travaille pour elle. De plus, son « élan patriotique », fibre très sensible des masses longtemps exploitées par le capital étranger, lui procure souvent l'occasion de « vibrer à l'unisson » avec le prolétariat. Enfin, il y a la corruption des chefs des organisations ouvrières, à qui elle accordera des postes dans les conseils d'administation, grosses sinécures du genre de nos Sémard à la S.N.C.F. et nos Jouhaux à la Banque de France.

La « nationalisation » et le prolétariat

Mais matériellement, quel sera le résultat de la « nationalisation » pour le prolétariat ? N'oublions pas que Cardénas a promis une indemnité très grande, de toute évidence impossible à verser danes les conditions actuelles de la vie économique du Mexique. Car si le pétrole mexicain a payé plusieurs fois les capitaux investis, les bénéfices fabuleur des compagnies pétrolifères sont toujours hors du Mexique... et ne sont pas près d'y rentrer. **Les indemnités ? Un cadeau royal de près d'un milliard de pésos (ou plus de 15 milliards de francs) pour lesquels il faudra hypothéquer l'avenir du pays, entraver son développement industriel et agricole, bref aggraver l'exploitation des masses.**

Le Problème.

Et voilà comment un progrès indéniable vers la libération du peuple mexicain se transforme, tant qu'on reste dans le régime capitaliste, en source de surexploitation du prolétariat qui, lui, se bat pour l'amélioration de sa condition. Là réside la contradiction essentielle, que nous retrouvons d'ailleurs dans la question agraire. En effet, malgré les tentatives très courageuses de Cardenas pour appliquer la loi agraire, il s'avère de plus en plus que le financement en est fort onéreux et que pour aboutir, il faudrait arracher toutes les richesses du pays aux exploiteurs et les faire servir au bien-être des masses, c'est-à-dire **exproprier tous les capitalistes étrangers et mexicains,** bref poser la question de la **révolution socialiste,** la **transformation de la masse ouvrière et paysanne en classe dominante.**

Par amour pour la Patrie...

Déjà il a été demandé aux ouvriers de renoncer aux revendications qui avaient été à l'origine de la procédure ayant abouti à la nationalisation. De plus l'emprunt de cent millions de pésos a été l'occasion de « **réductions volontaires** » de salaires des ouvriers pétroliers. Dans un manifeste lancé par la **Ligue Communiste Internationaliste,** section mexicaine de la Quatrième Internationale, nos camarades s'élèvent énergiquement contre cette politique appuyée — le contraire eût été étonnant — par les Staliniens dont la première préoccupation est de rassurer la bourgeoisie en mettant les organisations ouvrières au service de ses appétits.

« Le Syndicat Pétrolier a renoncé en fait au contrat collectif de travail qu'il avait arraché aux compagnies impérialistes ».

Trahie par les chefs staliniens qui leur demandent de « redoubler de travail par amour pour la Patrie », la classe ouvrière verra tôt ou tard que, si elle a infligé un échec à l'impérialisme, il lui faut à présent accomplir sa tâche historique de se libérer de l'exploitation du capitalisme naissant du Mexique dont les conditions de développement d'ailleurs sont telles qu'il est incapable d'accomplir sa propre révolution bourgeoise. Car cette bourgeoisie est en fin de compte trop faible pour pouvoir exploiter (et mater) le prolétariat quand il se mettra à revendiquer.

La tâche révolutionnaire du prolétariat mexicain

Le prolétariat devra lier son action à celles des masses paysannes à qui il devra assurer la réalisation intégrale de la réforme agraire. La réalisation de cette réforme étant déjà commencée, pour aussi minime qu'elle soit, finira par miner les positions sociales de la bourgeoisie qui veut s'arrêter à temps devant la grandeur de la tâche. Mais **la réforme agraire ne peut plus s'arrêter** et les masses paysannes ne tarderont pas à se remettre en mouvement.

De même que la révolte des paysans pour la récupération de leur terre devait se terminer par une réforme agraire que le régime capitaliste ne peut permettre d'achever, de même la nationalisation des puits de pétrole — avec promesse d'une impossible indemnité — est le prélude de l'expropriation SANS INDEMNITE AUCUNE des impérialistes et de la prise du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire sous la direction de son avant-garde : la IVe Internationale.

Bien plus, le développement de l'économie des pays latino-américains grâce aux capitaux qu'y investit le capitalisme international finira par créer les mêmes conditions qu'au Mexique et la même incapacité de la bourgeoisie naissante à résoudre ses problèmes de classe fera que c'est au prolétariat révolutionnaire à se charger de la besogne... et à son profit.

Les devoirs du prolétariat mondial

Mais le prolétariat mexicain ne peut mener à bien sa tâche d'éclaireur de la révolution en Amérique que si le prolétariat des pays exploiteurs (Etats Unis, Angleterre, France, etc.), dresse un barrage contre le blocus et l'intervention impérialistes. Nos camarades du Socialist Workers Party, des Etats-Unis ont lancé le mot d'ordre de défense du Mexique contre le blocus. D'autre part, le camarade L. Trotsky a envoyé une lettre au « Daily Herald » de Londres, dénonçant le cynisme de Chamberlain « **qui mène la même politique en Espagne qu'au Mexique, passivement dans le premier, activement dans le second...**

« **Nous pouvons... affirmer avec assurance : le futur développement des tentatives de l'impérialisme britannique contre l'indépendance du Mexique dépendra dans une grande mesure de la conduite du prolétariat anglais.** »

Quant à la France, qui possède un gros paquet d'actions pétrolifères, **rien ne nous autorise à avoir confiance dans le gouvernement des banques, qu'il soit du Front Populaire ou non.** Seuls, la préparation à la guerre et le prix anormalement bas qu'a dû, en désespoir de cause, accepter le Mexique pour écouler son pétrole, expliquent la nouvelle récente d'un achat effectué à Mexico. A la première occasion, la main dans la main avec les bandits puants du pétrole, la bourgeoisie française cherchera à reprendre « ses droits » de coactionnaire impérialiste.

C'est en dénonçant les manœuvres de notre bourgeoisie, liée au capitalisme international contre le peuple mexicain et les autres peuples coloniaux ou semi-coloniaux que nous défendrons efficacement le progrès qui se développera après la victoire de San Luis Potosi. Cedillo vient d'échouer, mais la bande des fripons, qui va de Sir Henry Deterding de la Royal Dutch à M. Rickett qui « propose de bonnes affaires » après la nationalisation, rôde autour du précieux liquide et prépare d'autres Cédillo pour demain, mieux réussis et plus sanglants.

Ce rôle de défense du Mexique est le nôtre, pendant que nos frères de la Ligue Communiste Internationaliste bâtiront le Parti révolutionnaire qui mènera à bien la tâche historique du socialisme que Cardenas vient, sans le vouloir, de commencer.

L. I.

LA POLITIQUE SYNDICALE

Le regroupement révolutionnaire dans la C. G. T.

La faillite de la politique du Front Populaire a aussi ses répercussions dans le mouvement syndical. Pendant qu'à Royan la bureaucratie réformiste social-démocrate coupait de son parti, d'une manière décisive, la gauche révolutionnaire socialiste, à Paris, une modeste conférence réunissait des militants de la C.G.T. en vue de grouper leurs forces.

Des divergences les séparent sur la politique à mener pour la révolution prolétarienne, divergences que, en définitive, seul le développement de la lutte des classes pourra trancher décisivement. Mais des points communs les réunissent, dans la période immédiate, pour un combat commun contre la politique de trahison des intérêts ouvriers de la direction de la C.G.T. et pour renforcer les moyens d'action des travailleurs exploités contre leurs exploiteurs capitalistes.

Le compte rendu de la Conférence des minorités syndicales, convoquée par les « Amis de l'Ecole Emancipée » montre les difficultés à réaliser un accord d'ensemble pour l'organisation commune d'une minorité confédérale. Les résultats obtenus sont déjà très importants puisqu'en fait le Comité d'organisation désigné par la Conférence représente les différentes tendances qui y ont participé. Les travaux de ce Comité pourront atteindre l'objectif fixé, à condition que chacune des tendances s'efforce de voir l'accord possible sur les seuls points communs.

Le Cercle syndicaliste lutte de classe considère l'élargissement de sa base de constitution comme seule acceptable et s'est opposé à disparaître dans une nouvelle organisation de minorité syndicale. Cette position n'a pas été un obstacle. C'est donc dans cette voie que va travailler le Comité d'organisation.

Cette solution ne résoud pas tout. Les différentes tendances ne disparaissent pas comme par un coup de baguette magique. Il serait d'ailleurs vain de vouloir les étouffer, pas plus dans une minorité confédérale organisée en commun que dans la C.G.T.

La décision de la Conférence des minorités syndicales de la Pentecôte peut aider sérieusement en même temps que le regroupement au sein de la C.G.T. des syndiqués révolutionnaires la lutte de classe des ouvriers.

Dans ces différentes tâches, les bolcheviks léninistes sauront lutter aux meilleurs rangs, sans abandonner leurs conceptions de la révolution sociale.

Par ailleurs, les débats de la Conférence du « Centre d'action syndicale contre la guerre » révèlent, s'il en avait été besoin, les desseins poursuivis par leurs animateurs qui, pour la plupart, s'apparentent à la « Révolution prolétarienne ». Les camarades qui, à cette conférence, ont placé la lutte contre la guerre sur son véritable terrain, celui de la lutte de classe, ont été considérés comme des empêcheurs de danser en rond. Les « syndicalistes-pacifistes » du Centre veulent faire « la ronde de la paix » autour de la bureaucratie réformiste de la C. G. T. pour tenter de lui donner un visage plus attrayant aux ouvriers.

Mais la préparation impérialiste de la guerre crée sa propre logique qui aura tôt fait de bouleverser les illusions « syndicalistes pacifistes ».

Il convient de noter l'absence de militants de la « Révolution prolétarienne » à la Conférence des minorités syndicales. Sans doute préfèrent-ils de beaucoup quelques entretients particuliers avec des bonzes du bureau confédéral. Libre à eux... mais aussi libre à nous de le noter.

Le Syndicat des Glaisiers de Provins contre les Décrets Daladier

« Le Syndicat des Travailleurs glaisiers de la **région de Provins**, réunis en assemblée générale le 22 mai 1938,

Attire l'attention de la classe ouvrière et de la C. G. T. sur les **dangers de l'arbitrage**, qui est constamment rendu contre les intérêts des ouvriers et lui enlèvent ses moyens propres de défense et d'émancipation ;

Ne peut tolérer qu'une pareille loi permette au gouvernement de briser l'action revendicative et directe. Celle-ci enlève l'initiative aux organisations syndicales et les oblige à se soumettre au verdict des surarbitres choisis par l'Etat. Une telle loi liant juridiquement la classe ouvrière et ses adversaires de classe, que sont l'Etat et le Patronat, l'atteint dans sa combativité et son indépendance.

Le Syndicat des Glaisiers proclame et demande l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis du gouvernement, du patronat et de tout parti politique.

Déclare s'opposer à toute guerre, considérant qu'une guerre ne peut que retarder l'émancipation des classes travailleuses et faire sombrer la civilisation dans le néant.

Demande à la C. G. T. de mettre en œuvre tous ses moyens d'action pour **faire abroger les décrets ignominieux Sarraut sur les étrangers**, et se sépare uni plus que jamais pour établir la vie idéale que sera l'œuvre du syndicalisme.

Approuve la décision des camarades Jouhaux et Racamond au sein de la F.S.I. »

Le Syndicat des Glaisiers de Provins compte 800 adhérents.

La Conférence des Minorités Syndicales Révolutionnaires de la C. G. T.

Dimanche 5 juin 1938, s'est tenue à Paris la Conférence des différentes tendances syndicales révolutionnaires.

Cette réunion, convoquée par les « Amis de l'Ecole Emancipée », devait avoir pour but un regroupement au sein de la C.G.T., et l'organisation d'une minorité confédérale.

Dans un document adressé à tous les oppositionnels de la C.G.T. les « Amis de l'Ecole Emancipée » exposaient leur point de vue sur la constitution de cette minorité syndicale organisée et son programme.

Etaient représentés à cette conférence : les « Amis de l'Ecole Emancipée », le Cercle Syndicaliste lutte de classe, les syndiqués bolchevicks-léninistes et divers autres courants dits du « syndicalisme constructif ». Les corporations les plus diverses : métallurgie, bâtiment, P.T.T., enseignement, etc...

LA CONFERENCE

Elle s'ouvre à 9 heures 30 du matin sous la présidence du camarade Bouet, instituteur des « Amis de l'Ecole Emancipée ».

Margaillan, rédacteur du rapport des « Amis de l'Ecole Emancipée », explique comment devront se dérouler les travaux de la conférence. La première partie sera consacrée à la discussion du programme, et la seconde à l'organisation pratique de la minorité confédérale.

Le rapport écrit par Margaillan, expose un programme contenant une série de mots d'ordre et de revendications immédiates sur lesquels tous les camarades syndiqués peuvent se trouver d'accord : échelle mobile, conventions collectives nationales, élargissement du rôle des délégués, contre l'arbitrage obligatoire, contre le « statut moderne du travail », contre toute dérogation aux 40 heures, contre la guerre impérialiste, l'union sacrée, la défense nationale en régime capitaliste, pour l'action directe, la grève avec occupation. Pour la reconnaissance des droits des minorités et leur représentation proportionnelle dans tous les organismes de contrôle, à tous les échelons (tribune libre dans les bulletins syndicaux, régionaux, fédéraux et confédéraux) ; représentation directe des syndicats au Congrès confédéral; tenue régulière des congrès, etc.

Sur la question de l'indépendance le rapport de Margaillan s'exprime ainsi: « Indépendance « organique » du syndicalisme celui-ci ne pouvant être à l'abri des courants politiques ».

Guilloré, au nom du Cercle syndicaliste lutte de classe, intervient. Le Cercle, déclare-t-il, est déjà une minorité confédérale organisée, pourquoi en créer une autre ? Cependant il discute quelques points du rapport des « Amis de l'Ecole Emancipée ». Sur l'expérience du Front Populaire, Guilloré trouve que le rapport manque de netteté. Nous devons constater que nous assistons à la faillite du Front Populaire, faillite qui était inévitable.

Après avoir déclaré qu'à son avis la guerre d'Espagne n'était plus ce qu'elle était mais est devenue l'avant-poste de la guerre impérialiste, un champ de manœuvres de l'impérialisme et non plus un champ de manœuvres du prolétariat, Guilloré parle de l'indépendance du syndicalisme. Il est partisan de celle-ci non seulement par opportunité mais aussi pour l'avenir.

Il critique les « Amis de l'Ecole Emancipée » de s'être adressés, sous prétexte de publicité, à des organisations politiques. Pour Guilloré il serait intolérable que des camarades s'expriment au nom d'un parti politique quel qu'il soit.

La parole est au camarade Bardin (P.T.T.). Notre camarade commence son intervention par la question traitée en dernier lieu par Guilloré. Bardin explique qu'en effet, il est membre du Parti Ouvrier Internationaliste et pleinement d'accord avec la politique syndicale de son Parti. Mais pour donner satisfaction aussi bien aux organisateurs de la Conférence qu'à Guillore, formellement il ne parlera pas au nom du P.O.I. mais en tant que syndiqué, ce qui revient au même quant au contenu de son intervention.

Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir une théorie du syndicalisme explique Bardin. Nous ne sommes pas comme les anarcho-syndicalistes de la C.G.T. S.R. qui, sous prétexte de syndicalisme indépendant qui suffit à tout, constituent un véritable parti syndicaliste. Nous sommes dans la C.G.T. parce que nous considérons que l'organisation syndicale doit être la plus large possible. A tout nouveau syndiqué on ne demande pas l'adhésion préalable à une doctrine quelle qu'elle soit. Celui-ci adhère à l'organisation syndicale avant tout si celle-ci défend ses intérêts d'exploité du capital. En réalité, personne ne peut empêcher qu'au sein du mouvement syndical tous les courants politiques du mouvement ouvrier organisés en Partis s'expriment plus ou moins ouvertement, avec plus ou moins de cohésion.

Les camarades « syndicalistes purs » exploitent le mécontentement et la répulsion compréhensibles des ouvriers vis-à-vis de l'électoralisme des partis traditionnels et surtout du stalinisme. Pour eux les méfaits du stalinisme permettent d'attaquer le bolchevisme de Lénine et de Trotsky. Eh bien, le stalinisme n'a rien à voir avec le bolchevisme, c'est même son pire ennemi. Le stalinisme, c'est l'expression de la contre-révolution dans le mouvement ouvrier; le bolchevisme, c'est l'expression de la lutte révolutionnaire.

Ensuite, Bardin explique que l'élaboration du programme d'une opposition syndicale révolutionnaire doit découler avant tout du caractère de la situation qui pose comme objectif central devant le prolétariat : la conquête du pouvoir politique pour assurer l'organisation socialiste de l'économie du pays.

Nous reproduisons une déclaration écrite déposée par Bardin au bureau de la Conférence, laquelle donne l'essentiel de son intervention sur le programme.

Bardin termine par la proposition d'aboutir au moins à la désignation d'un Comité de Coordination des forces oppositionnelles et l'envoi d'une délégation de la Conférence à la Conférence du Centre d'Action syndicale contre la guerre en vue de lui proposer un front unique sur des mots d'ordre précis de lutte contre la guerre.

Après Bardin, c'est Dichamp (Bâtiment) du Cercle Syndicaliste lutte de classe qui a la parole. Il explique comment les terrassiers, dans la region parisienne, ont fait reculer les directions syndicale et fédérale : aucune récupération des jours fériés tant qu'il y aura des chômeurs à utiliser.

Dichamp développe ensuite la «théorie» du syndicalisme pur, intégral. Pour lui le syndicat est l'organe le plus représentatif de la démocratie ouvrière et c'est lui qui doit prendre en main l'appareil de production. Il se sert de la dégénérescence de la révolution russe et de l'existence du stalinisme pour montrer que sa thèse est la seule juste et acceptable dans le mouvment syndical.

Puis interviennent au début de l'après-midi Treint (instituteur) qui pense qu'on ne peut rassembler les révolutionnaires par l'adhésion préalable à un programme alors que le rassemblement des forces peut seul en permettre l'élaboration. D'après Treint il ne peut pas y avoir une majorité qui fait la discipline. Son intervention se poursuit sur le problème de la guerre qui détruira tout.

Un métallurgiste de chez Citroën déclare que n'ayant pas lu le rapport de Margaillan, il va exposer son expérience. Il signale qu'il appartient à une organisation politique, sans autres précisions.

Le rapporteur Margaillan prend la parole. Il dit que la discussion a dépassé le cadre du rapport. Il est impossible de résoudre tous les problèmes soulevés vu le temps très court dont on dispose. Ce sont les tâches défensives qui se posent en premier : faire peu mais rapidement. Il faut d'abord nous organiser.

Sur l'attitude du prolétariat pendant la guerre, Margaillan résume, sans se prononcer, les deux positions : grève générale à la mobilisation, ou la politique du défaitisme révolutionnaire. En ce qui concerne l'expression indépendance « organique », il se déclare d'accord pour dire que ce mot ne suffit pas; il pense que le syndicalisme ne peut suffire à tout.

Margaillan n'est pas d'accord pour envoyer une délégation à la Conférence du Centre d'Action syndicale contre la guerre en vue de lui proposer un front unique parce qu'il « existe entre eux et nous un fossé infranchissable ».

Constituer un Comité de coordination aujourd'hui ? C'est une position de repli, nous verrons dans la discussion de l'organisation de la minorité si nous serons obligés de reprendre cette proposition.

Bouet prend la parole pour résumer les deux thèses essentielles qui ont été développées dans la discussion : celle de Dichamp et celle de Bardin. Il pense la conciliation possible entre ces deux positions.

Bouet ajoute que le mouvement syndical actuel ne permet pas à une organisation politique de s'exprimer directement dans son sein mais il précise que, pour lui, le syndicalisme n'est pas une doctrine : c'est un mouvement.

Bouet pense qu'on ne peut pas établir un programme net, ferme. Nous évoluons.

Puis il fait l'historique rapide de la lutte syndicale oppositionnelle de 1914 à la scission (1921) et en particulier de la vie et de l'organisation des Comités syndicalistes révolutionnaires (C.S.R.).

Bouet s'adresse ensuite aux représentants du Cercle syndicaliste lutte de classe et leur demande s'ils acceptent de participer à la constitution d'une minorité confédérale ou alors quelles propositions ont-ils à faire

Guilloré répond en exposant ce qu'est le Cercle, lequel contient dans son sein toutes les tendances qui se sont exprimées ici. Nous continuons à estimer, dit-il, qu'il faut élargir la minorité par la création de nouveaux cercles. Evidemment si vous pensez que les cercles ne répondent pas à ce que vous voulez, nous ne voulons pas couper les ponts.

La discussion sur l'organisation d'une minorité confédérale s'ouvre sans que la conférence ait pu entrevoir sur quelles bases de programme l'accord entre tous pourrait se faire.

Cette dernière discussion s'est donc trouvée forcément confuse, dépourvue d'axe central. Divers camarades interviennent tour à tour sans grands résultats et où s'entremêlent des propositions d'organisation et des propositions de programme minimum.

Finalement il est décidé de constituer un Comité d'organisation d'une « minorité confédérale » qui a pour tâche d'examiner le programme et les statuts d'organisation.

Cependant la tâche de ce Comité s'établira en partant de la discussion du manifeste du Cercle syndicaliste lutte de classe que nous avons déjà examiné, en son temps, dans **La Lutte Ouvrière**. Le problème des statuts reste donc la tâche secondaire du Comité.

Le Comité est composé de neuf membres :

Trois camarades des « Amis de l'Ecole Emancipée », trois du « Cercle syndicaliste lutte de classe » et trois désignés par la Conférence elle-même.

En fin de séance la Conférence a adopté le texte d'un tract-appel qui annonce que les minorités syndicales révolutionnaires de la C.G.T. se sont rencontrées en vue de jeter les bases de l'organisation d'une opposition confédérale.

La conférence du Centre d'action syndicale contre la guerre

160 militants de syndicats sont venus se faire inscrire, durant les 4 et 5 juin, comme participant à la Conférence. En fait, à peine une centaine ont suivi les débats tout au long.

Aucun des responsables de cette conférence, pour la plupart, de la « Révolution prolétarienne », n'a cherché à établir un programme de lutte contre la guerre. Pas de mots d'ordre d'action concrets. Tous les efforts déployés par ces militants ont eu surtout comme objectif de masquer le véritable problème de la lutte contre la guerre. Et pourtant, il s'agit d'un centre d'action... Laquelle ?

Seuls quelques camarades ont indiqué avec clarté quelle devait être la lutte contre la guerre pour un centre d'action syndicale constitué par des militants de la C.G.T. Mais ils ont été dans l'opposition sur le contenu de la Conférence elle-même...

Samedi 4 juin, après-midi, **Giroux** (P.T.T.-Paris) préside, comme prévu.

Maupioux, secrétaire du Centre, donne des renseignements concernant les adhésions reçues et les quelques résultats obtenus par la propagande du « Centre ». P.T.T., Enseignement, Employés, et Métallos, sont ceux qui ont le mieux répondu à l'appel.

Giroux rappelle le but que les organisateurs **entendent** donner à ce mouvement : opposition absolue à toutes les guerres, résolution des conflits autrement que par la force. D'après Giroux ce mouvement est né de l'attitude des dirigeants de la C.G.T. qui ont accepté, avec légèreté, l'union sacrée. Nous ne voulons pas être un organisme de tendance, dit-il, et nous marquons notre confiance dans le mouvement syndical.

Interviennent successivement :

Alexandre qui croit nécessaire de sortir, le plus tôt possible, un manifeste. Le travail du C.A.S.C.G. doit être un travail d'information. Il faut dénoncer la presse d'information, même la presse syndicale, et les mensonges qu'elles répandent. Tirons un bulletin et des tracts.

Chambelland déclare que nous ne sommes pas une conférence chargée de déterminer une orientation, une politique. Le texte du manifeste est secondaire, l'important est de résoudre les problèmes techniques. Pour influer sur la politique de la C.G.T., il faut défendre dans les syndicats la position du C.A.S.C.G. D'ailleurs depuis son existence, dit Chambelland, les dirigeants confédéraux ont modifié leur attitude.

Après **Bravey** (Ardèche) qui rapporte un travail d'information fait auprès des paysans, un camarade métallurgiste de chez Gnôme et Rhône critique le rôle des dirigeants des métaux qui ont fait accepter les 45 heures pour la préparation de la guerre. Il dénonce la propagande stalinienne et l'impossibilité de parler dans les réunions de métallos. Et ce camarade ajoute : la lutte contre la guerre c'est la lutte contre l'assouplissement des 40 heures, c'est la lutte comme en juin 1936. Le manifeste doit être clair là-dessus, dit-il, et préciser comment nous concevons la politique de la C.G.T.

Modiano (Enseignement) insiste sur la nécessité de préciser notre position dans le manifeste et de dénoncer le bloc des « démocraties contre le fascisme ». Après s'être déclaré pour le règlement pacifique des conflits, Modiano pense cependant que la parole et les écrits ne suffisent pas et qu'il faut employer l'action directe.

Loréal (correcteurs) oppose à l'union sacrée guerrière, l'union sacrée des pacifistes. Reprendre la mystique de la vie et appliquer la Charte d'Amiens. Voilà pour Loréal la façon d'empêcher la guerre.

Chenna (P.T.T.-Paris) définit la politique révolutionnaire de la lutte contre la guerre. La guerre c'est la continuation de la politique de la bourgeoisie par d'autres moyens. Il faut agir contre le régime capitaliste, cause fondamentale de la guerre impérialiste. La paix ne peut coexister avec le régime qui engendre la guerre. Ce qui est réel c'est la lutte des classes. Que faut-il faire ? Informer ? Sans doute c'est indispensable, mais insuffisant si cette information n'apporte pas des solutions aux ouvriers et si elle n'est pas accompagnée d'action. Nous n'avons pas les moyens d'information de la bourgeoisie. Il faudrait pour cela avoir la T.S.F., les journaux. C'est le problème révolutionnaire qui se pose et que nous devons résoudre. La bourgeoisie accompagne son information d'une action de classe conséquente. Cette action ce sont en particulier, l'arbitrage obligatoire, les décrets-lois Daladier-Mandel.

Chenna montre comment ces mesures sont destinées à la défense du régime capitaliste. La lutte contre la guerre est donc intimement liée à la lutte pour la défense du reste des conquêtes ouvrières de juin 1936 et à la lutte pour de nouvelles conquêtes ouvrières. Voilà ce que doit dire le manifeste, déclare Chenna.

Il dépose alors une déclaration, signée également par la camarade Fersing (P.T.T.). Cette déclaration reprend la phrase célèbre de Marx « Les prolétaires n'ont pas de patrie », se prononce pour l'internationalisme prolétarien, qui exige la pratique d'une politique de lutte de classe, la lutte contre les 2 ans, le projet de militarisation de la nation, les exercices de défense passive, l'arbitrage obligatoire, les dérogations aux 40 heures.

La déclaration Chenna-Fersing préconise les conventions collectives nationales, l'extension des droits des délégués, le contrôle de l'embauchage et du débauchage par les comités ouvriers, l'application des 40 heures en 5 × 8 à tous les travailleurs, l'échelle mobile des salaires, l'augmentation des allocations de chômage et la retraite aux vieux travailleurs par un prélèvement sur les budgets de guerre.

Elle engage à lutter pour l'abolition du secret commercial et la formation de Comités ouvriers et paysans pour tion. Elle dénonce les illusions sur la S.D.N., la sécurité colective, l'entente des peuples et préconise, dans le cas d'un conflit impérialiste, le défaitisme révolutionnaire.

La séance du dimanche matin est dominée par l'intervention d'**Hervé** (technicien - cercle syndicaliste, lutte de classe) qui reprend en grande partie l'exposé du camarade Chenna. Hervé insiste pour que les réformistes soient dénoncés comme les staliniens. Il voudrait que la lutte contre l'assouplissement des 40 heures soit décidée effectivement.

L'après-midi est consacrée aux rapports des Commissions d'organisation et du manifeste.

Ce manifeste, rapporté par **Giroux**, n'indique aucune position précise, tout en condamnant le bloc des démocraties contre le fascisme, il reprend les illusions sur la S.D.N. en demandant une conférence des Etats pour la révision des traités, et fait abstraction de toute lutte révolutionnaire. Ce n'est que sur la pression de **Juin** (dessinateur) qui, en conférence et à la commission, a insisté pour que le recours à la grève générale soit indiqué et qu'un alinéa parle de grève générale préventive et d'action directe.

Hervé fait des réserves et n'acceptera ce texte que si la lutte pour les 40 heures et les revendications des ouvriers est précisée.

Chenna marque son désaccord et explique comment dans ce texte, on remet le soin aux gouvernements capitalistes de décider du sort du prolétariat. C'est la S.D.N. que vous voulez faire revivre ; l'entente des peuples, dit-il, n'est réalisable que si les ouvriers ont le pouvoir ; enfin, il n'y a aucune opposition à la politique de collaboration des classes ; le problème de la grève générale est posé avec une inconséquence totale, aucune lutte véritable n'est indiquée contre la guerre. Il votera contre.

Après trois consultations, le texte de Giroux est accepté à l'unanimité, moins 4 voix.

A LA C. G. T.

Le Bureau Confédéral convoque une réunion des Secrétaires de Fédération

Lundi 13 juin, une réunion des secrétaires de fédérations se tiendra pour examiner le problème des licenciements massifs qui se multiplient dans toutes les corporations et principalement dans les grands magasins.

Ainsi le patronat a exigé avec l'aide des ministres du Front Populaire des dérogations à la semaine des 40 heures l'application stricte des récupérations des jours fériés. Il a obtenu dans ce domaine la complicité de la direction de la C.G.T., de celle de la Fédération des Métaux.

Mais le patronat ne s'en tient pas là : il licencie en masse. Il démontre ainsi que ses attaques contre les 40 heures sont avant tout dirigées contre la réforme qu'elles constituent.

Que va faire la réunion du 13 ? Sans doute encore une démarche à la présidence du Conseil auprès du bourgeois Daladier !

Mais les ouvriers en ont marre de cette politique de collaboration. Ils cherchent une voie pour en sortir.

Laquelle ? Celle de leur lutte de classe contre l'exploiteur.

Sûr que la réunion des secrétaires fédéraux ne décidera rien dans ce sens ou le moins possible pour ne pas gêner les politiciens du Front Populaire.

L'administration des P. T. T. oppose les 40 heures aux congés réguliers

L'administration des P.T.T. diminue les jours de congés au personnel bénéficiant des 4 0 heures en 5 × 8. Jusqu'à ce jour, il était octroyé aux travailleurs des P.T.T. 21 jours de congé annuel avec liberté de le prendre en *une ou plusieurs fois*. Par un jeu habile et tout mathématique, la direction des P.T.T. dit ceci : pour le personnel qui fait 40 heures en 5 jours, les 21 jours de congé correspondent à 120 h. ouvrables, soit 15 jours de travail. Donc ceux qui prendront leur congé en plusieurs fois, ne pourront avoir que 15 jours.

C'est une attaque directe et inacceptable à la règlementation des congés d'affaire, d'autant plus que les camarades qui fractionnent ne peuvent prétendre qu'à une faible partie de repos pendant ce qu'on appelle « la bonne période ». Cette disposition jésuitique vise la partie du personnel qui a le moins de facilité de réagir. Le danger est double. Il tend d'une part, à dégoûter le personnel des P.T.T. des 40 heures en 5 ×, et d'autre part, dans le cas d'une généralisation de l'application des 40 heures cette mesure réduit en fait les congés. De toute façon, elle risque de s'étendre à ceux qui font plus de 40 heures en les limitant à 18 jours au lieu de 21.

Ce qui est le plus triste, c'est que les secrétaires généraux des syndicats de la Fédération Postale se sont rendus auprès du directeur du personnel pur approuver ces dispositions. Quel mandat avaient-ils reçu ? Par qui étaient-ils mandatés ? Voilà à quoi aboutit la collaboration étroite des syndicats et de l'administration. C'est ce qu'on peut appeler le « paillasonnage » au cours duquel les dirigeants syndicaux font chorus avec l'Etat pour brimer les travailleurs.

ARNAUD.

Venez en masse à la

GRANDE FÊTE D'ÉTÉ

au profit de "RÉVOLUTION" organe des J. S. R.

Samedi 18 Juin à 21 heures - Salle SUSSET (206, Quai de Valmy)

Bal de Nuit dans les jardins

Concert avec une pléiade d'artistes et **Jean Louis BARRAULT**

avec le célèbre Orchestre-Jazz **POL-NUD**

Prix d'entrée, Concert et Bal : 6 fr.

Au Congrès de Royan

Choses vues et entendues

Zyromski s'est montré comme un digne laquais de Staline. Voici ce qu'il dit dans son discours : « La force soviétique a-t-elle été atteinte par des « incidents » récents ? Elle n'est pas négligeable. J'ai vu le matériel soviétique en Espagne, et il vaut mieux que le matériel français. La force morale de l'Armée Rouge ? Je déclare qu'il y avait dans l'Etat-major de l'armée des tentatives d'infiltration de l'Allemagne. L'exécution de Toukhatchevski a été un événement heureux dont nous devons féliciter le gouvernement soviétique ». (*Très bien!* dit Grumbach du 2e bureau).

Les travailleurs français n'oublieront pas cette apologie des assassins staliniens.

⁂

Parmi le quarteron qui salua la péroraison du provocateur de guerre, Zyromski, on voyait *Marcel Fourrier*, du groupe « Que Faire », retourné au stalinisme. A ne pas oublier, camarades du 17e !

⁂

M. Bernard Chochoy pourfendit les Etudiants révolutionnaires en leur déclarant qu'il n'y avait pas un socialisme pour les ouvriers et un pour les intellectuels. Il était piquant de voir applaudir ce parterre de députés, de journalistes, d'avocats, de professeurs agrégés et de fonctionnaires !

Car des ouvriers, au Congrès de Royan, il n'y en avait pas. Quant aux luttes du prolétariat, on n'en faisait même pas mention.

⁂

Lebas, Lagrange, Spinasse et quelques autres firent allusion aux grèves de la métallurgie. Ce fut pour attaquer à fond les grévistes. Plusieurs, dont Lucien Laurat, déclarèrent que lorsqu'il y avait un gouvernement socialiste, les ouvriers devaient se tenir tranquilles. Toute la suffisance des bureaucrates éclatait. « Si les ouvriers *nous* avaient laissé tranquille, quel bon travail n'aurions-nous pas fait ! »

Il ne s'est pas trouvé dans le Congrès un seul défenseur des luttes ouvrières. Gignoux peut être satisfait.

⁂

Tous les « pacifistes », l'*Hévéder, Zoretti, Philip*, etc..., vinrent abjurer leur foi. Tous sont partisans du surarmement. Seulement ils demandent en même temps qu'on « négocie » avec Hitler. Blum n'eut pas de mal à concilier leur position avec celle de Grumbach et Cie : c'est la même, celle que commande la bourgeoisie française.

⁂

Avec un ensemble touchant, les orateurs « coloniaux » se turent sur les massacres de Tunisie, du Maroc ou d'ailleurs. Personne ne parla de l'Indochine. Dubois, Duran-Angliviel, Madeleine Paz et autres eurent l'audace, après deux ans de gouvernement Blum, d'oser parler de l'amitié des peuples coloniaux pour la France ! Là encore, la bourgeoisie française peut être satisfaite.

⁂

Bien entendu, le « trotskysme » fut maintes fois évoqué dans ce Congrès. Le premier fut *Hérard*, qui déclara que la G. R. « *n'avait aucun point commun avec les trotskystes* ». Il ajouta : « Si les trotskystes ont des délégués, à Royan même, nous n'y sommes pour rien et la G. R. n'est solidaire de rien de ce qu'ils font. Nous répudions cette responsabilité. »

En somme, on peut conclure qu'Hérard avait quelque chose de commun avec Blum, puisqu'il voulait rester dans le même parti, mais rien de commun avec le marxisme révolutionnaire. Nous ne lui faisons pas dire.

Les dénégations d'Hérard ne trompèrent pas la bureaucratie de Paul Faure. *Chochoy* insulta grossièrement nos militants, rappela Mulhouse, Lille, Creil, Limoges, en nous accusant d'avoir fomenté la révolte. Il relut les lettres de Pivert aux bolcheviks-léninistes en 1935.

Jamin relut à la tribune des extraits de cinq numéros de *La Vérité* pour montrer que Pivert s'engageait dans la voie du trotskysme.

⁂

Spinasse et *Jules Moch* ne firent aucune difficulté pour reconnaître que les mesures du gouvernement Blum avaient complètement échoué. Spinasse affirme que pour 1937, le déficit de la balance des comptes est de 6 milliards. Que le déficit budgétaire est de 50 milliards, et qu'en moyenne le déficit permanent des revenus en France est de 25 milliards.

Selon lui, l'insuffisance de la production entraîne la hausse des prix. L'obstacle est constitué par la semaine de 40 hreues. La C.G.T. n'aurait pas été partisante de son application en 1936, mais les ouvriers l'ont imposée. Ni Spinasse, ni Moch n'ont du reste préconisé d'autres mesures que celle du Plan Blum de mai dernier.

L'union sacrée triomphe à Royan

(*Suite de la 1re page*)

La séparation de la Gauche Révolutionnaire à Royan.

C'est au milieu d'une grande confusion que s'est opérée la séparation d'une partie de la Gauche Révolutionnaire et de la S.F.I.O. La G.R. comporte en effet plusieurs courants, dont les évolutions parfois contradictoires ont rendu tout à fait obscures les conditions de la scission.

Une aile gauche proclamait nécessaire la scission, le départ, en dénonçant l'ensemble de la politique S.F.I.O. Un courant, représenté principalement par la province, espérait et souhaitait la conciliation. Ce courant s'est reflété jusque dans le *Libertaire*, qui regrette ouvertement que la G. R. ait quitté la S.F.I.O. Enfin, les camarades de la Seine hésitaient visiblement, prêts à se rallier à l'une ou l'autre solution.

C'est Paul Faure qui l'a emporté. Autrement dit, il a fait approuver les mesures prises par la Commission des Conflits et la reconstitution de la Fédération de la Seine. Cependant, Blum et les siens (Monnet, Hte-Vienne, Moch, etc...) ont fait tout leur possible pour éviter une rupture. Hérard et Deixonne en ont fait autant. Ils avaient renoncé à leur « motion préalable » et accepté une résolution de conciliation du Doubs, qui souhaitait une amnistie « sans humiliation ». Ils avaient répudié le « trotskysme » avec toute l'énergie souhaitable. Toute cette bonne volonté se heurta à la détermination de l'appareil de Paul Faure d'en finir avec toute critique, même timide et confuse, de la collaboration de classes et de l'Union sacrée.

Après l'approbation des mesures contre la Fédération de la Seine, qu'allaient faire les groupes de province ? La très grande majorité d'entre eux se tient plutôt sur la plateforme du pacifisme petit bourgeois. D'autre part, la G. R. dans son ensemble se tient sur la base du Front populaire, ce qui rend la séparation incompréhensible à quantité de militants.

En effet, afin de « mettre Blum au pied du mur », Deixonne déposa le second jour une motion préalable ainsi conçue, qui devrait être la pierre de touche pour la scission: « *Le P. S. déclare qu'il ne participera en aucun cas à des gouvernements comprenant des hommes n'appartenant pas au Rassemblement populaire* ». Blum lui-même fit remarquer que les mots Union Nationale n'étaient pas écrits dans ce texte, et se paya le luxe de « ne pas lutter de subtilité avec Deixonne ». En effet, l'erreur de la G. R. était de ne pas placer la question sur son terrain de classe, mais sur le terrain parlementaire, et pardessus le marché en prenant la défense du Front populaire en bloc.

La Fédération de la Seine, placée par la force des choses hors de la S. F. I. O., prit donc l'initiative de préparer un appel à la classe ouvrière en vue de constituer un nouveau parti. Nous examinerons ce document, qui fut communiqué aux journaux après le Congrès, dans notre prochain numéro. Cependant, il n'est pas encore possible de savoir quels sont les groupes de province qui l'approuvent, quels sont ceux qui quitteront la S.F.I.O. ou qui y resteront. La Fédération de la Seine convoque pour la mi-juillet un Congrès qui devra décider sur la Constitution d'un « Parti Socialiste ouvrier et paysan ».

○

Notre parti enregistre la séparation qui s'est opérée. Dès à présent, il travaillera à faire de cette séparation un pas réel vers le renforcement du parti de classe du prolétariat. La pire éventualité serait de voir, au moment où la S.F.I.O. et le P.C. s'affirment si brutalement pour la politique de guerre impérialiste et contre les revendications socialistes du prolétariat, un nouveau groupement semer de nouvelles illusions dans les combinaisons sans base du « front populaire de gauche », alors que les masses exploitées n'attendent qu'une chose : une direction de classe hardie, résolue, et un programme de révolution socialiste.

Dès à présent, nous formulons à nouveau aux groupements pivertistes, avant tout sur le lieu du travail, notre désir d'un travail commun contre l'adversaire commun, et d'une discussion en vue de la clarification idéologique indispensable.

LISONS LES AUTRES

Ces temps derniers, l'**Humanité** prend à nouveau à parti le « trotskysme », mais avec une certaine prudence, car cette étiquette suscite de plus en plus des échos favorables dans la classe ouvrière.

Voici (**Huma** du 29 mai), ce qui concerne le discours de Thorez au Comité Central stalinien :

> **Le secrétaire général dénonce à la lumière de l'expérience internationale, les méfaits du trotskysme, qui est un agent direct du fascisme. Puis il examine longuement les conditions d'une réconciliation fraternelle entre communistes et socialistes. Pas de sectarisme, dit-il, pas d'amertume rétrospective. Il faut savoir être fraternel. Cela ne veut pas dire dissimuler, ne pas critiquer, ne pas combattre les trotskystes, non ! Il faut éviter de tomber sous la provocation de la phraséologie gauchiste.**

En réalité, nos idées gagnent du terrain, même chez les ouvriers communistes. C'est contre cela que Thorez réagit. Nous nous en félicitons, car nous voulons être les artisans d'un véritable front ouvrier qui entraînera les classes moyennes désorientées.

Dans le **Socialiste**, journal de Paul Faure (1er juin), on trouve cette appréciation :

> **En vue de sa constitution (du nouveau parti), Royan verra se dérouler l'agression concertée de la gauche révolutionnaire et du bolchevisme-léniniste. Les actes d'indiscipline relevés çà et là par notre parti depuis 1935 ne sont que les épisodes de la bataille ourdie par la IVe Internationale dont la formation s'avère bien difficile.**

Lisons le **Temps** (6 juin). Il trace, avec d'autres mots, un tableau analogue :

> **La vérité est qu'à la gauche du parti socialiste et du parti communiste, commencent à se dessiner, dans une pénombre de moins en moins obscure, les linéaments d'un parti encore sans unité et sans nom, qui, groupant les éléments les plus avancés du « trotskysme », du « pivertisme », du syndicalisme anarchisant et de l'anarchie tout court, sollicitera, contre ces « bourgeois » grands et petits que sont MM. Blum et Thorez, l'adhésion de masses qui pourraient bien un jour préférer aux rutilances trop connues du drapeau rouge, le sombre prestige du drapeau noir.**

Ces deux journaux constatent à leur manière ce fait indéniable : c'est qu'à travers les contradictions terribles du moment actuel, le **prolétariat s'efforce de reconstituer et renforcer son parti de classe**, détruit par le Front Populaire.

Le P.O.I. est à l'avant-garde de cette lutte, dont l'origine remonte aux années 1927-28. La bataille devient d'autant plus dure que la bourgeoisie espérait en avoir fini pour longtemps !

LA LUTTE DE CLASSE A LA CAMPAGNE

Comment indemniser les petits paysans sinistrés

Avec la petite paysannerie exploité le P. O. I. veut :

L'arrêt des saisies, ventes et expulsions.

Le moratoire général des dettes et leur révision par les comités de paysans travailleurs.

Le contrôle des prix des produits livrés par l'industrie (engrais, outillage), en commun avec les comités ouvriers.

L'abolition des hypothèques détenues par les crédits fonciers.

Le crédit à bon marché, par la nationalisation de toutes les banques agricoles.

L'organisation de comités de paysans travailleurs, liés aux comités ouvriers, et qui prendront la lutte en mains.

Avant de partir en vacances, les députés ont, selon leur habitude, tenu à faire mine de se préoccuper du sort des petits paysans ou des ouvriers agricoles.

C'est ainsi que le ministre de l'Agriculture **Queille** a pris quelques décrets-lois. L'on **permet** de modifier par décret les droits de douane sur les céréales secondaires destinées à l'alimentation du bétail, en vue de parer aux conséquences de la sécheresse. L'autre « améliore » le régime des allocations familiales. Le troisième facilite aux anciens combattants les crédits agricoles pour « accéder à la propriété »... C'est tout...

Il y a un mois, on demandait démagogiquement des milliards prélevés sur la réévaluation de l'or, pour les paysans sinistrés...

Tout cela est oublié !

En réalité, le gouvernement ne veut rien faire, car la sécheresse, les gelées et les calamités en général, qui signifient la ruine pour les petits cultivateurs, constituent aussi une source de profits pour les gros producteurs, les accapareurs et les syndicats patronaux.

L'insuffisance des fourrages fait monter les prix au profit de ceux qui en stockent de grosses quantités. En même temps, le prix du bétail sur pied baisse...

Nous avons déjà signalé le scandale des **souscriptions ouvrières en faveur des paysans**, dans le midi. Dans le Var, les Alpes-Maritimes, le Gard, le Front Populaire organise des collectes auprès des ouvriers, et des paysans eux-mêmes, afin d'indemniser les sinistrés.

Il est facile de faire à ce propos des déclamations sentimentales sur « **la solidarité de la classe ouvrière et de la paysannerie** ». Seulement, il faut que cette solidarité s'exerce **dans la lutte contre les grands capitalistes**, et non **dans l'acceptation de la misère commune** !

Des travailleurs vont se priver alors que leurs salaires sont déjà en baisse constante. Leurs versements montreront la générosité qui existe toujours chez les travailleurs ; certains petits cultivateurs pourront recevoir quelques allocations par ce moyen.

Mais les milliards nécessaires ?

Nous l'avons déjà dit. Il n'y a qu'un moyen d'améliorer la situation des paysans travailleurs : exiger un moratoire des dettes, l'arrêt des saisies et ventes, le contrôle des prix par les comités paysans. Ensuite, des allocations et du crédit à bon marché par la nationalisation des banques.

Le Sénat vient une fois de plus de rejeter l'application des **conventions collectives** pour les ouvriers agricoles. Afin de duper le prolétariat des champs, le gouvernement a pris un décret relatif au logement des journaliers. Mais ce décret ne s'applique qu'aux ouvriers employés **toute l'année**, c'est-à-dire à une petite minorité! Et d'ailleurs, il laisse les « améliorations » de logement à l'arbitraire de l'employeur. — **J. Bonhomme.**

P. S. — On nous écrit des Alpes-Maritimes pour nous signaler que la première liste de souscription du **Cri**, en faveur des paysans sinistrés, ne comprend que des versements du P.C. et des syndicats, avec 1000 francs de **M. Louis-Louis Dreyfus**, le multimillionnaire accapareur de grains :

Ainsi, ce détrousseur de cul-terreux joue maintenant au philantrope dans des journaux qui se réclamaient du prolétariat ! Ajoutons pour la rédaction du **Cri** que **M. Louis-Louis Dreyfus** a été dénoncé au troisième procès de Moscou comme un des organisateurs étrangers de la guerre anti-soviétique !

LA VIE DU PARTI

Comité Central. — Le C. C. est convoqué pour dimanche 12, à 14 h. précises. Lieu communiqué directement.

La Conférence régionale parisienne d'activité, prévue pour le 12, est reportée au dimanche 19, dans les mêmes conditions. Dès cette semaine toutes les cellules, sans exception doivent préparer leur participation.

REGION BRETONNE.

Lorient. — Le groupe a édité un Appel à tous les travailleurs des Usines, des Ateliers et des Champs contre la politique du gouvernement Daladier et dénonçant l'Union sacrée. Il a été largement diffusé en tracts.

REGION DU NORD.

Lille. — La région du Nord du P.O.I. édite un **Bulletin intérieur** de liaison, dont le premier numéro vient de paraître. Cet organe facilitera le travail de nos camarades du Nord, dont la tâche est si importante.

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

La révolution trahie (1937)	18 »
L'Internationale communiste après Lénine (1928)	24 »
La Révolution Permanente	24 »
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov	3 »
Où va la France ?	7 50
La seule Voie (1932)	2 »
Problèmes de la Révolution allemande (1931)	2 50
Vie de Lénine (T. I)	24 »
La leçon de l'Espagne, dernier avertissement	1. »

⁂

Wullens-Rosmer-Serge : L'Affaire Reiss	5. »
Lénine. L'Etat et la Révolution	4 50
Lénine. K. Marx et sa doctrine	2 50
Marx et *Engels*. Manifeste communiste	2 »
Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l'I. C.	20 »
A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre	36 »
C. Naville. A. Gide et le Communisme	5 »
L. Sedov. Livre rouge sur le procès de Moscou	3 »
Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses	0 50
Que veut le P.O.I. ? (par 10 exemplaires)	1 » 8 »

Compte chèque postal : Naville-1333-80 Paris, 15, passage Dubail.

En vente à Paris :

Publications Populaires, 15, passage Dubail. — Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse. — Librairie Picart, boul. St-Michel. — KIOSQUES : 113, avenue du Maine. — 102, bd Diderot. — 227, av. Daumesnil. — 49, av. Ledru-Rollin. — Angle Bastille-Henri-IV. — 15, rue de Montreuil. — 134, bd Voltaire. — 19, r. de Belleville. — 12, av. ean-Jaurès. — 230, bd de la Villette. — Place Blanche. — 26, bd Voltaire. — Angle République-Temple. — Angle République-Douane. — 2 ter, bd St-Martin. — 22, bd St-Denis. — 25, bd Bonne-Nouvelle. — 13, bd Poissonnière. — St-Lazare (Cour de Rome). — 113, bd de Charonne. — 40, avenue d'Italie.

Le Gérant : LORET

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail. Paris

" Le profond mystère qui donne naissance à la guerre "

(LÉNINE)

(Suite de l'Enquête de la "L. O.")

Que signifie la "Défense de la Patrie" ?

Dans cette enquête, nous avons commencé par le rappel des principes théoriques et politiques : les caractères de l'époque de l'Impérialisme; le phénomène de l'union sacrée d'hier et d'aujourd'hui. Avant d'aborder les questions concrètes, les préparatifs de guerre impérialiste (loi sur la Nation armée, mesures de répression, budgets de guerre, défense passive, etc..), poursuivons cet éclaircissement théorique et politique. **C'est le côté le plus important, ainsi que le disait Lénine, dans les paroles que nous avons rapportées (au début de cette enquête), pour expliquer « le profond mystère qui donne naissance à la guerre ».**

Nous verrons maintenant, un par un, les principaux sophismes dont se sert l'exploiteur pour entraîner les masses dans sa boucherie impérialiste. Le Sophisme numéro 1, c'est la « Défense de la Patrie » ou de la Nation.

Pratiquement, les dirigents officiels de la classe ouvrière, ont réussi en s'aidant de la défense de la démocratie et de l'U.R.S.S., à reprendre ce vieux sophisme de 1914 : « La Défense de la Nation ». Le Parti « Communiste » n'a pu tenir longtemps dans la ligne d'union sacrée, au nom de la démocratie et de l'U.R.S.S. Il a du pour justifier le soutien de l'impérialisme, s'enfoncer dans le chauvinisme, depuis le « nous aimons notre pays », jusqu'à « Vive la France, libre forte et heureuse ». Ce faisant les Staline, Thorez et Cie, n'ont pas agi autrement que leurs prédécesseurs social-chauvins Kautsky, Vandervelde et Cie de 1914.

La méthode de ces derniers a été caractérisée d'une manière définitive par Lénine et Zinoview dans « Contre le Courant ». Elle consiste à appliquer à la guerre de rapine impérialiste, la politique de défense nationale valable pour les guerres d'émancipation nationale. C'est Lénine lui-même qui réfute par avance, les arguments défensistes non seulement des Blum, Thorez, mais encore des Zyromski, Ferrat et Cie.

« Les renvois à Marx et à Engels, écrit Lénine dans « Contre le Courant » page 453, à propos de Kautsky et de Plekhanov, fournissent à cette occasion aux deux chefs du social-chauvinisme leurs principaux atouts...

...Kautsky démontre de l'air le plus savant que Marx cherchait lors des guerres de 1854-1855, de 1870-71, à savoir pour quel côté il fallait souhaiter la victoire...

Procédé de tous les sophistes de tous les temps qui consiste à prendre des exemples s'appliquant manifestement à des cas différents en principe... principe...

Les guerres antérieures qu'on nous cite ont été la continuation de la politique des mouvements nationaux de la bourgeoisie... des mouvements contre un joug étranger et contre l'absolutisme.

Voilà ce que disait déjà Lénine. Et nous défions MM. les social-chauvins et leurs enfants de chœur Ferrat et autres, de nous prouver que la guerre actuelle de la France contre telle ou telle autre puissance, ne serait pas la continuation de sa politique impérialiste.

Une seule différence par rapport à 1914. Les social-chauvins continuent à « utiliser » Marx, mais leurs émules staliniste y ajoutent Lénine. Leur tâche n'est pas facile. En tout et pour tout, les professeurs rouges aux ordres du Guépéou n'ont pu exhumer qu'une seule citation du grand maître du défaitisme. On se souvient qu'elle a servi de thème à un article du pédant tricolore Wurmser dans « l'Humanité ».

« Sommes-nous, disait Lénine dans « Contre le Courant », tome I, page 40, prolétaires conscients grands-russiens étrangers à l'orgueil national ? Certes non. Nous aimons notre langue et notre pays... Nous sommes pénétrés d'un sentiment d'orgueil national ?...

Bien entendu les social-patriotes staliniens se servent de ces paroles de Lénine retournant contre l'impérialisme le patriotisme, « l'orgueil national » de la nationalité des grands-russiens; ils s'en servent pour assujettir les masses à leur propre impérialisme; pour leur imposer des sacrifices au nom de « la défense nationale » et du monstrueux budget de guerre. Mais les faussaires se trouvent pris à leur propre piège. La conclusion de l'article de Lenine, qu'ils se gardent bien de reproduire, en entier, contient une réfutation impitoyable de toute utilisation ultérieure dans un but social-impérialiste.

« C'est pourquoi, nous disons, conclut Lénine dans le même article, on ne peut pas au XXe siecle, en Europe, même en Europe extrême-orientale « défendre la patrie » autrement qu'en mettant en œuvre tous les moyens révolutionnaire contre la monarchie, les propriétaires et capitalistes de sa patrie, c'est-à-dire contre les pires ennemis de notre patrie. Les grands russiens ne peuvent pas « défender leur patrie », autrement qu'en souhaitant la défaite du tsarisme dans toute guerre, comme constituant le moindre mal pour les neuf dixièmes de la population grand russienne ». (Contre le Courant, tome I, page 40).

Ainsi Lénine, dénonce le sophisme de « la défense de la Patrie », dont l'exploiteur recouvre la mobilisation des masses pour la défense des rapines ou des appétits impérialistes.

Le programme de la Quatrième Internationale (projet présenté par le S.I., revue « Quatrième Internationale» numéro 7, prix 2 francs) ne s'exprime pas autrement que Lénine.

« Défense de la patrie » ? Mais sous cette abstraction la bourgeoisie entend la défense de ses profits et de ses pillages. Nous sommes prêts à défendre la patrie, contre les capitalistes étrangers, si nous garottons nos propres capitalistes et les empêchons de s'attaquer à la patrie d'autrui, si les ouvriers de notre pays deviennent ses véritables maîtres, si les richesses du pays passent des mains d'une infime minorité dans les mains du peuple; si l'armée d'un instrument d'exploiteurs devient l'instrument des exploités ». En un mot quand nous aurons fait la révolution. Mais, pour cela il faut dresser les masses contre la défense nationale de l'impérialisme, contre la patrie des bourgeois, et pratiquer la lutte antimilitariste et le défaitisme révolutionnaire. Dénonçons le sophisme de la « Défense de la Patrie ».

Secours International
Solidarité et Liberté

GRANDE FETE de secours pour les victimes de la répression.

Mercredi 22 juin, à 22 h. 45,

SALLE SUSSET

206 quai, de Valmy (métro Jaurès)

Au programme :

Deux bilans

J'ai le droit de vivre, de Fritz LANG.

Le crime de Monsieur Lange, de Jean RENOIR et Jacques PREVERT

Entrée : 7 fr. — Cartes, 11, rue Jean-de-Beauvais et 15, passage Dubail.

Demandez le nº 8 (Mai) de "Quatrième Internationale"

Le *numéro de Mai* de notre revue contient le texte intégral du projet de programme d'action de la Quatrième Internationale, intitulé : *L'agonie du capitalisme et la IVe Internationale* ». Ce prgramme de transition aborde les questions de la crise capitaliste et du contrôle ouvrier, de la guerre, de l'URSS, de la lutte dans les pays capitalistes et coloniaux. On y a joint une résolution du P.O.I. sur la guerre. Tous nos camarades doivent diffuser largement cet important numéro, exceptionnellement vendu 2 fr.

RAPPEL.

Demandez le numéro 6-7 (Mars-Avril) qui contien les deux importants articles de *Trotsky* : « Avant la nouvelle guerre mondiale » et « Quatre-vingt-dix années de *Manifeste communiste* ».

Egalement au sommaire : Léon Sedov. — Le statut du travail et la crise (*Naville*). — Cachin et Mussolini (*Rosmer*). — Lettre de Chine. — Révolution et contre-révolution en Espagne (*Rous*). — Le Congrès du Parti Socialiste ouvrier américain (*J. Glenner*). — L'Etat Juif en Palestine. — A propos de la Conférence des Jeunes du Bureau de Londres. — Livres et revues (Bilan, l'Anarchie, Lénine, James), etc.

Abonnements: 1 an, 25 fr.— 6 mois, 12 fr. Compte chèque postal: Naville 1333-80 Paris. 15, *Passage Dubail, Paris*, 10e.